EXTRAIT DU RELEVÉ DE DÉCISION DE LA RÉUNION DE LA COMMISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU 11 OCTOBRE 2019

II - DEVELOPPEMENT DU POINT 6.

La commission nationale propose de **soumettre aux différents comités nationaux** les pistes de réflexion suivantes.

II.1 – Dispositions générales

II.1.1- Introduction d'une disposition dans le CRPM

En séance du 20 juin 2018, le CNAOV a missionné la commission nationale afin que celle-ci lui fasse des propositions sur la mise en place d'un cadre de portée générale confortant l'Institut dans sa mission d'évaluation de pratiques viticoles, et plus généralement de toute innovation autre que les pratiques œnologiques et traitements physiques, pour les productions en AOC.

Au cours de la réunion du 24 octobre 2018, la commission nationale a considéré que si l'on doit s'intéresser dans un premier temps aux seules pratiques viticoles, on ne peut pas écarter le fait que toutes les productions autres que viticoles peuvent être concernées, notamment avec l'avènement de la robotique et de nouvelles techniques du génie génétique (CRISPR, par exemple). Au cours de cette même réunion, elle avait noté, avec l'appui d'une expertise du SEJI :

- Que les comités nationaux ont la possibilité de se prononcer sur le caractère recommandable ou non d'une pratique mise en œuvre ou projetée en matière de SIQO ou sur son inconciliabilité avec ce dernier ; on entend par « *se prononcer* » le fait d'adopter une position de principe sur la pertinence et/ou l'adéquation d'une technique ; il s'agit, pour le comité concerné, de juger de la pertinence de l'usage de cette technique ou de sa pérennité en lien avec les fondements du signe ;
- Que les comités nationaux n'ont pas de pouvoir décisionnaire ; ils ne peuvent effectivement pas imposer l'interdiction d'un procédé à l'ensemble des opérateurs ou à certains d'entre eux par le fait même de leur délibération ; ils ne peuvent que proposer au ministère de l'agriculture d'interdire expressément une pratique via l'insertion d'une disposition en ce sens dans le ou les cahiers des charges ;
- La possibilité d'adopter des dispositions communes à plusieurs produits sur le fondement de l'article L640-3 du CRPM : « (...) *des dispositions communes à plusieurs produits peuvent être fixées par décret sur proposition de l'INAO et après avis, s'il y a lieu, des ODG intéressés.* »

Sur la base de ce dernier texte, une éventualité consisterait à insérer une ou plusieurs dispositions dans le CRPM, selon que l'on opte pour l'un des trois scénarii ci-dessous :

- **S1** : toute innovation technique jugée non conforme fait l'objet d'une disposition spécifique intégrée dans la partie réglementaire du code rural ;
- **S2** : un texte, introduit dans le code rural, prévoit que les pratiques interdites sont fixées par arrêté pris par les ministres intéressés ;
- **S3** : un texte, introduit dans le code rural, prévoit que les pratiques jugées incompatibles peuvent être interdites dans le cahier des charges de l'appellation considérée.

En se basant sur le scénario **S2**, la commission nationale a alors élaboré un projet de texte qui

Annexe n°5 au rapport sur les dispositifs de couverture de la vigne

pourrait être introduit dans le CRPM, inspirée de l'article D645-10 relatif aux traitements et pratiques œnologiques, et qui préciserait que les pratiques interdites sont fixées par arrêté pris par les ministres intéressés :

« Afin de préserver les caractéristiques des produits bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine, les innovations techniques peuvent être interdites, limitées ou soumises à des règles plus restrictives, à l'égard d'un ou plusieurs signes d'identification de la qualité et de l'origine, sur proposition du comité national compétent de l'institut national de l'origine et de la qualité formulée, le cas échéant, après avis des organismes de défense et de gestion intéressés. »

II.1.2 - Introduction d'une obligation déclarative pour évaluation

Le projet de texte ci-dessus est une première réponse à la question initialement posée, en donnant la possibilité d'interdire ou de limiter un procédé technique, dès lors qu'il soulève des réserves pour être utilisé pour élaborer des produits bénéficiant d'un SIQO.

Néanmoins, afin de pouvoir appréhender et encadrer au mieux toute autorisation, limitation ou interdiction, il est indispensable de pouvoir **anticiper et évaluer** toute innovation (robotique, génétique, ...), et sa compatibilité avec les fondements du SIQO revendiqué.

La commission nationale a alors jugé intéressant de voir s'il serait possible de s'inspirer des dispositions inscrites dans un certain nombre de cahiers des charges viticoles d'appellation, relatives **aux remaniements de parcelles ou aménagements morphologiques**, qui imposent une **obligation déclarative préalable à destination de l'ODG**.

Cette obligation déclarative est liée à une règle fixée dans le cahier des charges (Interdiction d'apports *exogènes* de terre) pour un certain nombre d'AOC viticoles :

Remaniement des parcelles

« Avant tout aménagement ou tous travaux susceptibles de modifier la morphologie, le sous-sol, la couche arable (y compris tout apport de terre exogène) ou des éléments permettant de garantir l'intégrité et la pérennité des sols d'une parcelle destinée à la production de l'appellation d'origine contrôlée, à l'exclusion des travaux de défonçage classique, l'opérateur adresse une déclaration, à l'organisme de défense et de gestion, au moins quatre semaines avant la date prévue pour le début des travaux envisagés.

L'organisme de défense et de gestion transmet, sans délai, une copie de cette déclaration aux services de l'Institut national de l'origine et de la qualité. »

Cette obligation déclarative est un outil d'alerte afin de gérer les remaniements ou aménagements de parcelles excessifs et peut conduire à des exclusions de parcelles de l'aire parcellaire délimitée.

Elle pourrait ainsi être adaptée de façon plus générale (et introduite dans le CRPM) :

Annexe n°5 au rapport sur les dispositifs de couverture de la vigne

Avant tout recours à une *innovation technique* ou à un *nouveau procédé* (à l'exclusion de *nouvelles pratiques* ou *nouveaux traitements œnologiques*) susceptible de modifier artificiellement et de façon substantielle les caractéristiques fondamentales du milieu naturel concerné ou de modifier les usages, conditions de production et savoir-faire reconnus, pour la production de [l'appellation d'origine protégée] [de l'indication géographique protégée] [du label rouge], [à l'exclusion d'aménagements classiques], l'opérateur adresse une déclaration, à l'organisme de défense et de gestion, au moins [quatre semaines] [x mois] avant la date prévue pour le recours à cette innovation technique ou ce nouveau procédé. L'organisme de défense et de gestion transmet, sans délai, une copie de cette déclaration aux services de l'Institut national de l'origine et de la qualité.

Cette obligation déclarative pourrait s'appuyer sur le projet de texte à introduire dans le CRPM et vu précédemment.